

Recherches sociographiques



Les éditorialistes canadiens-français et les origines de la seconde guerre mondiale

Guy Massicotte

Volume 17, Number 2, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055712ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055712ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Massicotte, G. (1976). Les éditorialistes canadiens-français et les origines de la seconde guerre mondiale. *Recherches sociographiques*, 17(2), 139–165.
<https://doi.org/10.7202/055712ar>

LES ÉDITORIALISTES CANADIENS-FRANÇAIS ET LES ORIGINES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE *

L'histoire des relations internationales n'est plus très à la mode. Cette constatation que Raymond Aron faisait, en 1961, dans un article sur « Thucydide et le récit des événements »¹ n'a rien perdu de sa pertinence. Dans son article, Aron s'interrogeait sur les causes de cette désaffection : est-ce que ce sont les historiens qui ont changé, qui accordent de moins en moins d'importance à cet aspect de la réalité ou est-ce la politique internationale elle-même qui devient de moins en moins importante dans la réalité ? Sa réponse est équivoque : c'est le rapport de l'homme avec son histoire qui a changé et avec lui le rapport de l'historien avec l'histoire qu'il écrit. Selon Aron, la politique, l'événement politique, garderait toujours sa primauté, comme facteur moteur de l'histoire, même si les hommes, du moins ceux qui ont charge d'écrire l'histoire, se désintéressent de cet ordre de choses.

Si l'historiographie contemporaine a tendance à fuir le monde de l'événement, c'est pour se réfugier dans celui de la structure, dans le général qui emprisonne le particulier et lui confère un sens. Mais pourquoi, dès lors, avoir exclu le politique de l'univers du structurel ? En se désintéressant de l'événement au profit de la structure, les historiens ont délaissé le domaine qui paraissait n'être que celui des événements. Comme si la reconnaissance du caractère insaisissable, évanescant, de l'événement politique, devait être compensée par la mise en valeur des dimensions de la vie collective d'où les événements semblaient exclus. Au lieu d'expliquer l'événement politique par la structure politique, on cherchait sa signification au niveau des structures économiques et sociales, démographiques ou mentales.²

Certes, la reconnaissance des faits de structure implique l'admission du déterminisme, alors que les hommes ont toujours hésité à considérer leur destin

* Texte remanié d'une communication présentée au Congrès de l'I.H.A.F. en octobre 1975. Cet article s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche subventionné par le Conseil des arts du Canada que nous remercions de son soutien.

1. Raymond ARON, « Thucydide et le récit des événements », *History and Theory*, I, 1960 : 103-128.

2. L'interprétation de l'évolution des relations internationales par l'évolution des structures économiques et sociales a connu bien des avatars depuis la thèse de LENINE, *L'impérialisme, stade*

comme prédéterminé. Lier la politique à des structures économiques et sociales permettait de laisser entr'ouverte la porte de l'autonomie de l'action politique par rapport aux déterminismes économiques et sociaux. Inversement, attribuer aux faits d'ordre politique un caractère structurel, c'était, d'une certaine façon, abolir toute forme de liberté d'intervention. En réalité, le problème de la liberté d'intervention dans l'histoire se pose à tous les niveaux de la vie collective. Reconnaître que l'univers politique est soumis au déterminisme n'interdit en rien qu'on puisse y faire des interventions selon ses valeurs, pas plus que la reconnaissance du déterminisme physico-chimique n'empêche la technologie d'intervenir dans ce domaine. Après avoir fait des dieux, puis de la liberté humaine les maîtres de la vie politique, il est temps de conférer à cette dimension du réel un statut structurel.

C'est donc un des postulats de cette étude que la politique, au même titre que l'économique ou le social, existe sur le mode de la structure, à la fois autonome et en interdépendance avec les autres structures, de la structure en tant qu'elle est porteuse des événements qu'elle génère et dont elle modèle la forme.

La guerre, par exemple, phénomène éminemment politique, mérite qu'on s'y intéresse comme structure, non seulement comme structure générale, le phénomène guerre, mais également comme structure liée à un contexte spatio-temporel précis. La guerre mondiale du XX^e siècle constitue une structure, au même titre que l'affrontement de la classe ouvrière et du capitalisme ou que l'expansion démographique. Elle est la résultante d'une multitude de faits interreliés, interrelations dont l'historien doit démêler le fil.

Affirmer le caractère structurel de la dimension politique de la réalité historique c'est admettre du même coup pour cette dimension la double nature de tout phénomène structurel dans le domaine historique : le vécu d'une part, le perçu de l'autre. Tout ce qui est vécu par l'homme n'est pas nécessairement perçu comme tel et tout ce qui est perçu n'est pas nécessairement vécu comme tel. Il existe donc une dimension vécue et une dimension perçue que l'on peut se représenter toutes deux sous forme de structure.

Par une sorte de paradoxe de l'esprit qui anime les chercheurs, les historiens ont pensé l'histoire en termes de structure dans les domaines où les témoignages sur le vécu tel que perçu étaient quasi inexistantes. Comme si le fait d'avoir consciemment témoigné d'une chose empêchait que cette chose puisse s'expliquer en fonction d'une structure secrète par rapport à ce sur quoi porte le témoignage. La politique étant l'un des domaines privilégiés de la parole et de l'expression consciente, il était donc naturel que l'on cherchât à l'expliquer en fonction de la parole elle-même, sans référence à l'environnement d'où jaillit et à l'intérieur duquel s'organise la parole. Et pourtant, le lieu de l'histoire est au

suprême du capitalisme (1916). Pour la seconde guerre mondiale, la plus belle illustration en reste encore l'ouvrage de Charles BETTELHEIM, *L'économie allemande sous le nazisme*, Paris, Maspero, 1971, (1945), 2 vol.

confluent de l'extérieur et de l'intérieur, là où le regard de l'historien ne peut être qu'une oscillation perpétuelle entre une observation centrée sur la réalité telle qu'il la voit et la réalité telle que la voyaient les acteurs et les témoins de l'histoire.

En histoire politique, domaine par excellence du vécu consciemment exprimé et du témoignage, les historiens n'ont pas poussé très loin l'étude scientifique du rapport entre le réel et le perçu, ni même l'étude structurelle du vécu consciemment exprimé. À l'heure où les hommes n'ont plus l'impression de maîtriser le destin, même politique, par des actes de volonté, nous ignorons encore presque tout des rapports entre la création du discours et la création de la réalité historique; presque tout également des mécanismes internes à la création du discours historique, composante maîtresse de la réalité historique.

C'est dans cette perspective que nous avons entrepris cette étude dont l'objet est la conscience politique, c'est-à-dire la manière dont les acteurs et les témoins ressentent et expriment par la parole une réalité politique donnée. Il ne s'agit pas d'explicitier les rapports, ou les interrelations, entre, d'une part, la réalité telle qu'on pourrait l'observer de notre point de vue et avec nos instruments conceptuels et, d'autre part, la réalité telle qu'elle était perçue par les acteurs et les témoins de l'histoire. Plus modestement, notre objectif est d'étudier la structure interne de la conscience, la manière dont les hommes voyaient le monde ou la réalité telle que perçue, mais ce, dans une perspective structuraliste.

On pourrait discuter longuement de la nature des rapports entre la conscience, le discours et la pensée. Dans quelle mesure le discours n'est pas biaisé, n'est pas l'envers même de la pensée ou de la conscience? C'est là, assurément, une question fort complexe qui mériterait de longues études. Quant à nous, dans ce travail, nous cherchons les structures de la pensée à travers le discours en assumant que la pensée est un reflet de la conscience.

Quand les historiens d'aujourd'hui font appel à l'idée que les acteurs ou les témoins d'un drame historique se faisaient des choses, dans un but explicatif ou descriptif, ils ne se soucient pas d'interpréter leurs paroles et leurs pensées en fonction d'un cadre structurel susceptible d'éclairer chacune des manifestations de ces paroles et de ces pensées. Or c'est ce que nous aimerions faire en prenant pour terrain d'analyse le problème des origines ou des causes de la seconde guerre mondiale.

Pour réaliser cet objectif, nous commencerons par étudier la manière dont certains historiens contemporains considèrent cette question, en essayant d'identifier les éléments fondamentaux, la conception, la théorie politique sous-jacente à leur interprétation des faits, qui détermine cette interprétation et qui constitue en quelque sorte la structure même de leur représentation du réel. Muni de ce cadre de référence, révélateur de leur méthodologie, nous procéderons ensuite à l'analyse de la manière dont certains éditorialistes canadiens-français se représentaient la question des origines de la guerre. Là aussi, nous tenterons d'explicitier les idées forces qui déterminent la configuration de leurs

prises de position particulières et spécifiques, la conception politique qui exprime leur conscience politique, qui s'incarne dans leur mentalité et qui constitue pour ainsi dire la structure même de leurs idées quotidiennes.

Nous pourrions ainsi ramener l'événement au niveau de ceux qui le vivaient, ne fut-ce que marginalement et en témoins, et retrouver derrière le particulier le général qui l'explique et lui donne un sens. N'est-ce pas la seule façon de rendre au récit de l'événement toute la pertinence qu'il a perdue depuis que l'événement n'est plus perçu comme un drame à la mesure de la conscience et que le récit se confine au singulier et au particulier, c'est-à-dire à la surface des choses? Assumer la fuite dans la structure soit, mais non la fuite hors de l'événement politique, ou si l'on veut de l'incarnation de la politique.

La méthode utilisée nous permettra en outre de montrer que les éditorialistes de l'époque débattaient les questions de politique internationale pratiquement dans les mêmes termes que les historiens contemporains. Trop souvent, on sous-estime le degré de raffinement et de sophistication de la conscience politique des Canadiens français, et pour ce qui est de la guerre, on se contente d'en étudier les manifestations en fonction des problèmes de politique intérieure. Il existe, tout au moins chez les éditorialistes des principaux journaux, une conscience politique canadienne-française qui s'anime et prend parti dans les grandes questions de l'heure. Cette conscience n'a rien à envier à personne, dans l'ordre de la clairvoyance, puisqu'elle est à peine en-deçà de celle dont témoigne l'interprétation présentée par les grands historiens des relations internationales.

Notre véritable intention est toutefois de pousser plus loin l'analyse historique afin d'identifier, derrière les énoncés des témoins de l'histoire, non seulement les structures conceptuelles qui en expliquent les incarnations particulières, mais également celles qui s'enracinent dans la mentalité collective et témoignent de la réalité historique globale. Certes, à ce niveau, nous pénétrons sur le terrain de la pure hypothèse puisque le matériel sur lequel reposent nos analyses est par trop limité. Néanmoins, il est dans la nature même de la recherche historique de procéder par extrapolation. On ne s'étonnera pas, dès lors, de nous voir situer dans un ensemble socio-historique plus vaste les articulations conceptuelles identifiées dans les éditoriaux portant sur les origines de la guerre.

En effet, nous pensons que la manière de voir et d'exprimer les choses de la réalité internationale que l'on retrouve dans les éditoriaux des journaux canadiens-français est fonction des grandes structures qui modèlent la conscience canadienne-française de l'époque. Celles-ci, croyons-nous, s'organisent selon un double pôle. D'une part, la « rationalité libérale » en vertu de laquelle le monde fonctionne selon les intérêts de groupes et d'individus bien déterminés, chaque groupe et chaque individu devant travailler à la définition et à la promotion de ses intérêts. De l'autre, la « rationalité communautaire », en vertu de laquelle le monde est une communauté de personnes individuelles et collectives animées par des vices et des vertus et soumises en définitive à la domination de la Providence. La guerre mondiale intervenant au moment où

s'effectue la destruction de la société traditionnelle, au moment où déchirée dans sa texture la communauté canadienne-française se vide de sa substance et adhère de gré ou de force aux activités, aux genres de vie et aux valeurs de la société industrielle telle que l'édifie la bourgeoisie libérale, il est normal que l'on retrouve, imbriquées dans la conscience des hommes de l'époque, des manifestations intellectuelles propres à la société traditionnelle et à la société libérale.

À sa manière donc, ce travail qui à un certain niveau met en cause la méthode historique elle-même, ambitionne également de réhabiliter la conscience politique des Canadiens français, en présentant une interprétation susceptible d'éclairer la réalité globale à l'intérieur de laquelle elle se déploie.

I. LES ORIGINES DE LA GUERRE ET L'HISTORIOGRAPHIE

Selon l'historien anglais A. J. P. Taylor, les historiens de la seconde guerre mondiale ont négligé l'étude des causes de cette conflagration. Pour Taylor, les historiens ont préféré jusqu'ici croire à la responsabilité unique d'Hitler, tout en se préoccupant davantage du comment que du pourquoi. Ce serait l'existence de la guerre froide qui aurait selon lui incité les historiens à s'intéresser aux modalités plutôt qu'aux causes des luttes.³ Par-delà ce manque d'intérêt, il existe, au plan méthodologique, des déficiences assez graves dans l'étude des origines des guerres. Les raisons de cette carence ont été identifiées par Gaston Bouthoul dans son *Traité de polémologie*⁴ et, chez les historiens, il n'est que de rares exemples, parmi lesquels il faut ranger A. J. P. Taylor lui-même, d'innovations méthodologiques en matière d'études concernant l'origine des guerres.⁵ Pour l'ensemble des historiens, il ne s'agit que d'un examen à peine plus exhaustif et plus systématique que celui que pouvait faire n'importe quel contemporain. En fait, en matière d'histoire des relations internationales, il n'existe aucune différence de nature entre le regard de l'historien et celui de l'acteur ou du témoin de l'histoire.

1. Pour Gordon Wright par exemple, il ne fait pas de doute que la cause de la guerre réside au premier chef dans les initiatives de la politique allemande et plus précisément de la politique hitlérienne. « Pour Adolf Hitler, écrit-il dans *l'Europe en guerre*, l'homme sur qui reposaient toutes les décisions allemandes, le passage fatidique de la paix à la guerre ne résulta point d'un choix de dernière minute auquel aurait pu l'acculer l'échec de toute solution pacifique et la montée de la tension jusqu'au point de rupture. Son parti était pris depuis plusieurs

3. A. J. P. TAYLOR, *Les origines de la seconde guerre mondiale*, Paris, Presses de la Cité, 1961, 313 p.: 9.

4. Gaston BOUTHOU, *Traité de polémologie*, Paris, Payot, 1970, 560 p.: 8.

5. Voir surtout: A. J. P. TAYLOR, *The Struggle for Mastery in Europe, 1848-1918*, Oxford University Press, 1954, XXXVI + 638 p.

mois. »⁶ Selon Wright, les motivations et le projet de Hitler étaient arrêtés depuis longtemps. À la question « Mein Kampf reflétait-il encore, quand la guerre éclata en 1939, le caractère général des visées expansionnistes de Hitler ? » Il répond : « Malgré quelques modifications de détail, il semble bien que oui. »⁷ Wright ne se demande même pas si la carence des ennemis potentiels de l'Allemagne peut être mise en cause. La guerre a éclaté parce que Hitler voulait l'expansion de l'Allemagne et, comme il le dit lui-même, que « dans l'ensemble les principaux hommes d'État de l'Europe considéraient que l'heure des compromis était passée... »⁸ Il ne s'interroge pas sur l'influence des causes profondes pour expliquer l'action des dirigeants politiques.

Tout au plus fait-il état de l'opinion publique qui, nulle part, sauf en Pologne « où l'ouverture des hostilités fut un soulagement », n'aurait été tellement enthousiaste. En Allemagne, le soutien des citoyens « aux visées de leur Führer n'était pas unanime ; mais peu d'entre eux pouvaient ou voulaient alors exprimer des vues contraires ». En France, « il régnait une morne résignation ». En Angleterre par contre, « le moral britannique, sans être gaillard, était ferme et résolu en regard de celui des Français ».⁹

La cause de la guerre réside donc dans les intentions et les initiatives des hommes politiques, les uns voulant l'expansion, les autres ne pouvant plus accepter de nouveau recul, les hommes politiques étant plus ou moins appuyés par l'opinion publique. La guerre donc est une affaire de volonté humaine, de la volonté des dirigeants plus ou moins influencés par l'opinion. Pas de causes profondes, ni de causes cachées, encore moins l'idée d'un système se déroulant inexorablement vers son point d'aboutissement ou déterminant les conditions à l'intérieur desquelles doivent s'exercer les choix politiques.

2. Pour B. H. Liddell Hart, on a eu tort « d'affirmer que la déclaration de la guerre et toute son extension étaient uniquement dues à l'agression hitlérienne ». Selon lui, « Hitler était loin de vouloir déclencher une nouvelle grande guerre ».¹⁰ Mais alors comment expliquer qu'il se fût engagé dans le conflit ? « La réponse ne réside pas seulement, ni principalement, dans son esprit d'agressivité ; elle réside dans cet encouragement qu'il reçut pendant longtemps sous la forme de l'attitude complaisante des puissances occidentales, de même que dans leur brutale volte-face du printemps 1939. Ce retournement fut si brusque et imprévu qu'il rendit la guerre inévitable. »¹¹

Ainsi, pour cet historien, d'une certaine manière tout au moins, la guerre résulte de l'évolution même d'un système. Il n'hésite pas, d'ailleurs, à comparer

6. Gordon WRIGHT, *L'Europe en guerre, 1939-1945*, Paris, Colin, 1971, 259 p. : 10.

7. *Id.* : 13.

8. *Id.* : 10.

9. *Id.* : 14-15.

10. Basil H. LIDDEL-HART, *Histoire de la seconde guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1973, (1970), V + 740 p. : 6.

11. *Id.* : 7.

la politique internationale à la physique. « Si vous laissez quelqu'un chauffer une chaudière jusqu'à ce que la pression de la vapeur dépasse le point critique, ce sera à vous de supporter la responsabilité de l'explosion qui pourra en résulter. Cette vérité de la physique s'applique aussi à la politique, et en particulier à la conduite des affaires internationales. »¹² On pourrait penser, à la suite de cette constatation, que Liddell Hart s'attacherait à expliciter le fonctionnement de la machine capable de produire une telle force explosive. Mais non, ce qui importe pour lui en histoire politique, c'est le comportement de ceux qui font fonctionner le système. L'objet de son étude n'est pas le système en tant que tel, mais les actions de ceux qui le manipulent ou sont manipulés par lui.

Il n'apparaît pas que l'opinion publique joue un très grand rôle dans le comportement des hommes politiques. C'est leur action qui demeure déterminante. « Pour Chamberlain, les accords de Munich signifiaient « la paix pour notre époque ». Aux yeux de Hitler, ils représentaient une nouvelle et plus grande victoire, non seulement sur ses adversaires étrangers, mais aussi sur ses généraux. [...] Même lorsqu'il se rendit compte qu'en prenant de nouvelles initiatives il pouvait entraîner une nouvelle guerre, il eut l'impression qu'il ne s'agirait que d'un conflit mineur et bref. Ses doutes furent balayés par l'effet cumulatif de succès enivrants. »¹³

On peut donc retenir de l'interprétation de Liddell Hart que la guerre fut le résultat de l'action des hommes d'État impliqués dans les relations internationales, et non seulement d'Adolf Hitler. Il reconnaît l'existence d'une sorte de système, fondement ou résultat des actions humaines, mais qui ne constitue pas l'objet de son étude. Il en est de même de l'opinion publique qui demeure un facteur secondaire.

3. H. G. Dahms affirme d'emblée que « les guerres n'éclatent pas fortuitement. Souvent déclenchées par l'appétit de gloire ou de puissance que nourrit tel homme au pouvoir ou tel peuple, elles n'en plongent pas moins leurs racines les plus profondes dans le tuf historique où naissent ces énergies qui se développent lentement mais irrésistiblement et exercent une action déterminante sur les événements. La deuxième guerre mondiale ne fut pas uniquement le résultat de décisions précipitées. La matière inflammable s'accumulait depuis longtemps ; il faut remonter de plusieurs générations dans le temps pour bien comprendre comment l'incendie se déclara. »¹⁴ Mais ceci étant dit, il ne consacre que quelques pages aux conditions générales dans lesquelles se pratique la politique internationale. Si les problèmes émergent au sein de processus aux causes plus ou moins obscures, il est clair que pour lui la politique, dont la guerre est le terme, repose dans les mains des hommes d'État, sans que leurs pensées et leurs actions constituent un système, méritant étude en tant que tel.

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

14. H. G. DAHMS, *La deuxième guerre mondiale*, Paris, Payot, 1961, 414 p. : 7.

Pour Dahms, le déclenchement des hostilités, en 1939, dépend d'Hitler. « Cette décision d'attaquer la Pologne fut prise uniquement par Hitler. Il ne consulta au préalable ni les ministres, qui n'avaient plus eu de réunion commune depuis 1937, ni le Reichstag. L'accumulation des « Je », dans son discours du premier septembre 1939, souligne bien le caractère égocentrique de la décision. »¹⁵ Néanmoins, Hitler ne peut être tenu pour le seul responsable du conflit mondial. L'attitude des hommes politiques occidentaux et soviétiques était en effet « de nature à renforcer Hitler dans son idée que l'attaque de la Pologne ne déclencherait pas automatiquement une seconde guerre mondiale. Il ne pouvait imaginer que la France et la Grande-Bretagne fussent prêtes à verser leur sang pour Dantzig. La démocratie française lui paraissait trop « décadente » pour cela. »¹⁶

Comme on le voit, l'étude de l'origine des guerres doit porter sur la politique des chefs d'État dont la somme des comportements explique, en définitive, le déroulement des relations internationales. De même, s'il affirme l'importance de certaines forces profondes, Dahms se limite toutefois dans son étude à identifier le rôle des forces politiques, telles l'opinion publique, les militaires et les partis politiques, qui entourent immédiatement l'homme d'État. En Allemagne, par exemple, « très peu estimaient absolument indispensable une nouvelle explication avec les puissances occidentales. Mais beaucoup d'esprits superficiels, influencés par la propagande, pensaient que, cette fois, le fardeau ne serait pas aussi lourd... »¹⁷ En France, « tandis qu'on soupesait les diverses possibilités au Quai d'Orsay, les communistes, sur l'ordre du Kremlin, commençaient une campagne de démoralisation en faveur de Hitler... »¹⁸

À l'instar de Liddel Hart et contrairement à Wright, Dahms reconnaît que la politique occidentale a influencé Hitler dans le sens de ses intentions belliqueuses. En théorie, Dahms donne une certaine importance aux forces profondes, alors que Liddel Hart admet l'existence d'une sorte de système, de mécanique qui existerait plus ou moins séparément des acteurs de l'histoire ; en pratique, cependant, ces trois historiens situent leur analyse au niveau de l'action et du comportement des hommes politiques, ces derniers étant plus ou moins influencés par leur entourage.

4. Henri Michel, dans son étude sur *La seconde guerre mondiale*, ne pose pas comme telle la question de l'origine de la deuxième guerre. Néanmoins, en procédant à l'étude des rapports de forces au seuil de la guerre, il indique au moins implicitement ce qu'il pense de ce problème. « L'Allemagne, écrit-il, depuis 1936, vivait sur le pied de guerre [...] une volonté de guerre a dirigé et discipliné tout l'effort de la nation. »¹⁹ Dès lors, se demande-t-il, pourquoi la

15. *Id.* : 35.

16. *Id.* : 39.

17. *Id.* : 35.

18. *Id.* : 39.

19. Henri MICHEL, *La seconde guerre mondiale*, Paris, P.U.F., 1968, t. I : 12-13.

France n'a-t-elle pas réarmé, surtout après l'avènement d'Hitler au pouvoir? Voici comment il formule le problème: « Fallait-il incriminer la politique et la diplomatie, le manque d'argent, les vues courtes de l'état-major, les insuffisances de l'économie — de l'industrie d'abord? Ou toutes ces causes à la fois? »²⁰ Après avoir examiné quelques facteurs techniques, il conclut sur une nouvelle question. « Mais le pays lui-même, comment voyait-il la question? Autrement dit, les Français étaient-ils pleinement conscients du péril hitlérien, et avaient-ils véritablement la volonté de se battre pour le conjurer? » La réponse qu'il donne n'est guère équivoque: « Une armée de professionnels tire sa force de sa technicité. Mais c'est dans une nation, dont elle est l'émanation, qu'une armée nationale puise sa raison d'être et son ardeur à combattre. Sur ce point également, la situation est très différente dans les deux camps. »²¹

Ainsi, il existe un péril hitlérien, d'autant plus considérable, selon Michel, que « apparemment, mais en fait aussi, la nation allemande fait bloc autour de son chef providentiel; elle lui est reconnaissante de l'œuvre accomplie, de la grandeur retrouvée, des succès remportés. »²² Il existe également une défaillance technique et politique à l'Ouest. L'auteur laisse entendre que les abandons répétés, sinon la faiblesse même, encourage la volonté d'agression. En réalité, il se contente d'expliquer par la cohésion ou la faiblesse de la volonté politique nationale la force et la faiblesse relatives des États. L'existence des forces profondes, techniques et politiques, est plus manifeste que chez les trois historiens précédents qui privilégiaient pour leur part la seule volonté politique des dirigeants, sans qu'il soit question, cependant, d'un système, d'une mécanique qui s'imposerait aux hommes pour les conduire à la guerre. Tous ces historiens ont en commun de présenter des faits et des arguments qui pourraient très bien avoir été ceux d'un acteur ou d'un témoin informé. Ils ne surajoutent rien à l'opinion contemporaine, si ce n'est par le détachement et l'information factuelle.

Il en va de même des deux historiens qu'il nous reste à étudier, André Latreille et Pierre Renouvin, qui ont tous les deux poussé plus loin l'étude du rapport entre les forces profondes et l'action des hommes politiques. Mais comme nous le verrons, alors que Latreille admet l'idée d'une sorte de système qui exercerait son influence au niveau des forces profondes, tout en reconnaissant une préséance de fait à l'action des hommes d'État dans l'évolution des relations internationales, Renouvin, quant à lui, proclame l'autonomie des actions politiques, tout en introduisant, à ce niveau, l'idée d'une structure qui serait comme la résultante des comportements.

5. Pour André Latreille, « deux courants — un courant politique et idéologique: la montée des « fascismes »; un courant économique: la perturba-

20. *Id.*: 13.

21. *Id.*: 15.

22. *Ibid.*

tion des rapports internationaux consécutive à la crise de 1929 —, rapidement grossis par les événements et par la folie des hommes,» vont saper les fondements du statut politique de l'Europe « et, à partir de 1936, en provoquer l'effondrement ». ²³ Mais plus concrètement, « c'est le développement en Europe des régimes de dictature totalitaire et l'exaspération de leurs revendications qui ouvrirent la route vers la guerre ». ²⁴ En janvier 1933, en effet, « se produisit en Allemagne la révolution décisive pour le sort de l'Europe ». ²⁵ En effet, le nouveau maître de l'Allemagne avait fixé dans *Mein Kampf* les « exigences du destin allemand ». Or, celles-ci sont « grosses de guerre », mais Hitler « en accepte d'avance le risque ». ²⁶

Latreille ne précise pas la nature des liens qui unissent les courants profonds qui sapent l'ordre politique avec la détermination de l'homme d'État, mais il mentionne un certain nombre de faits d'ordre général qui pèsent sur le chef, si puissant soit-il. Tout d'abord, il récuse la thèse de « l'antagonisme radical entre les vieilles nations repues, installées sur leur tas d'or et de matières premières, également incapables de défendre leur avoir et vouées à la décadence — et les nations prolétaires, fortes de leur jeunesse démographique, de leur ardeur au travail, de leur rassemblement sous la direction d'un chef inspiré ». Il ne voit dans ces idées qu'une habile propagande. « Thème de la lutte des classes ainsi transposé sur le plan des rapports internationaux, singulièrement expressif pour l'opinion, dans un monde habitué aux schémas marxistes et d'ailleurs enclin à admettre que le poids des antagonismes économiques constitue un facteur de guerre plus redoutable encore que la volonté de puissance des politiques ambitieux ou la fureur idéologique des peuples qui les suivent. » ²⁷ Il reconnaît toutefois que « l'agressivité de ces conducteurs de peuple était exacerbée par le sentiment de l'infériorité de leurs positions dans une période de grave dépression économique ». ²⁸ Mais surtout, il ne craint pas d'identifier des facteurs d'ordre structurel qui incitent Hitler à des entreprises belliqueuses. « Il est contraint par deux raisons d'ordre pratique, qu'il faut savoir discerner sous le couvert de considérations idéologiques assez fumeuses. D'abord, par l'engrenage même de la politique de réarmement matériel et moral. Le pays dispose d'un armement neuf, supérieur à celui de ses rivaux, mais susceptible de se démoder rapidement... Le rassemblement moral opéré autour du chef ne peut se maintenir au même diapason que s'il est alimenté par des succès de prestige. Ensuite, par la situation économique. La production d'armes est stérile, si l'on ne tire pas parti de ce placement. L'autarcie conduit à l'asphyxie. » ²⁹ Mais cela

23. André LATREILLE, *La seconde guerre mondiale*, Paris, Hachette, 1966, 364 p. : 15.

24. *Ibid.*

25. *Id.* : 16.

26. *Id.* : 17.

27. *Id.* : 19.

28. *Id.* : 17.

29. *Id.* : 34-35.

ne dégage en rien l'homme d'État de sa responsabilité. « Hitler accepte, si nécessaire et sans hésitation, le recours à la guerre, mais il pense que le chantage à la guerre peut suffire à les intimider. »³⁰

On pourrait croire que cette dernière phrase va amener l'auteur à constater que la faiblesse des Occidentaux constitue un facteur incitatif, un encouragement à l'expansionnisme allemand ou hitlérien. Or, il n'en est rien. Certes, l'auteur admet cette faiblesse. « C'est à qui des deux pays [France et Angleterre] — gouvernements ou opinion publique — montrera l'aveuglement le plus persévérant et l'irrésolution la plus évidente devant la montée des périls extérieurs. »³¹ Seulement, pour lui, elle n'a influencé en rien la détermination hitlérienne. « Notons d'abord un fait aujourd'hui incontestable: Hitler ne « bluffait » pas lorsqu'il annonçait sa résolution d'attaquer la Tchécoslovaquie. Si les Occidentaux n'avaient pas cédé, c'était la guerre... »³² Selon Latreille, la politique d'apaisement n'encourage pas Hitler, elle est simplement sans effet. « Mais la diplomatie des deux pays [France et Angleterre], peut-être en accord avec une opinion qui ne s'est pas ressaisie, persiste à pratiquer une politique d'apaisement, que les exigences croissantes des dictateurs rendent illusoires. »³³

Ainsi, même si Latreille pousse plus loin que les historiens précédents l'analyse des causes profondes et qu'il fait état à ce niveau de certaines structures susceptibles d'influencer l'homme politique, il reste que, pour lui, la guerre réside d'abord et avant tout dans l'initiative des hommes d'État. Dans le cas de la seconde guerre mondiale, la cause prend sa source dans les entreprises hitlériennes, sans même que la résultante des politiques nationales constitue un système susceptible d'orienter la politique allemande. On a pu se rendre compte, également, en lisant les citations précédentes, que tout en admettant l'importance de l'opinion publique, il ne confère à celle-ci aucun rôle décisif. Il en va de même de l'influence des militaires et des politiques. En 1936, quand Hitler remilitarise la Rhénanie, il ne tient pas compte de l'avis des militaires, et quand les politiciens français s'appuient sur les jugements prudents de l'état-major, Latreille pense qu'ils ne cherchaient là que des excuses. « Si l'on veut bien ne pas perdre de vue que c'est au seul pouvoir civil qu'incombait la décision politique, on ne peut guère éviter de faire retomber sur lui la responsabilité des attermoissements. »³⁴

6. Pierre Renouvin est sans conteste l'historien français qui a poussé le plus loin l'étude des relations internationales. Pour lui, la cause de la seconde guerre mondiale réside dans le succès du mouvement national-socialiste en Allemagne et dans le fait que « la politique allemande travaille, dès octobre 1933, à battre en brèche le traité de Versailles et les traités de Locarno, selon le programme

30. *Id.*: 35.

31. *Id.*: 20.

32. *Id.*: 45.

33. *Id.*: 48.

34. *Id.*: 25.

annoncé depuis près de dix ans par Hitler ».³⁵ Pour Renouvin, la responsabilité des Nazis dans le déclenchement des hostilités ne fait aucun doute. « Que, jusqu'au dernier moment, cette guerre ait pu être évitée, si le gouvernement allemand l'avait voulu, voilà qui ne peut guère prêter à controverses. »³⁶ Cependant, il fait intervenir un autre facteur : le dessein allemand d'expansion a trouvé des auxiliaires. « Pourquoi, se demande-t-il en effet, les États qui désiraient s'y opposer n'ont-ils pas su former, à temps, un barrage efficace ? »³⁷ La réponse à cette question, comme à celle des fondements mêmes de l'expansionnisme allemand, il ne la cherche pas uniquement au niveau diplomatique, mais également à celui des forces profondes, économiques et spirituelles.

Les mobiles de la politique allemande s'enracinent, selon lui, dans « la volonté d'un chef de gouvernement et d'un groupe d'hommes », dont le « dessein est servi par un élan de passion dont ils ont été les promoteurs et par une organisation qui étouffe toute manifestation d'opposition ». Il minimise le rôle des diplomates, des militaires et celui de l'opinion publique. « La masse de la population, après avoir su gré au régime national-socialiste d'avoir restauré la puissance allemande, s'inquiète lorsqu'elle aperçoit l'imminence de la guerre, mais ne réagit pas. »³⁸ Renouvin écarte toute possibilité d'une détermination de la politique par les informations économiques, les puissances d'argent, et même par les intérêts économiques. À la thèse qui ferait de l'expansionnisme allemand le résultat des contradictions de son économie, Renouvin répond que la militarisation de l'économie allemande, qui selon les uns découlerait de sa structure interne, peut être aussi bien la cause que la conséquence de la volonté de puissance. « Cette politique était-elle *imposée* par le besoin d'expansion économique, ou n'était-elle pas tout bonnement la conséquence de la volonté de puissance. »³⁹ En outre, selon lui, les Allemands n'ont jamais invoqué des raisons économiques pour justifier l'expansion, sans compter qu'ils pouvaient parfaitement satisfaire ce besoin « sans avoir recours aux armes ». Il faut en conclure « que la politique allemande, bien loin d'être orientée par des mobiles économiques, l'était seulement par le désir de puissance et par la volonté de mettre à profit la supériorité temporaire que lui donnait, dans le rapport des forces, la rapidité de son réarmement. »⁴⁰

Renouvin reconnaît toutefois que « l'affirmation de cette volonté de puissance n'a été possible, il est vrai, que grâce à la longue passivité des grands États démocratiques ».⁴¹ Pour expliquer cette faiblesse des démocraties, il n'hésite pas à faire appel au pacifisme de l'opinion et aux difficultés économi-

35. Pierre RENOUVIN, *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1958, t. VIII : 9.

36. *Id.* : 193.

37. *Id.* : 9.

38. *Id.* : 194.

39. *Id.* : 196.

40. *Ibid.*

41. *Id.* : 197.

ques, mais également à des motifs plus spécifiquement politiques, dans la mesure où la France ne veut rien faire sans l'appui anglais et l'Angleterre rien entreprendre sans l'appui américain.⁴²

De sorte que le plus intéressant dans l'explication de Renouvin n'est pas tant le recours aux forces profondes, dans la mesure où de son propre aveu leur influence fut minime. « Dans ces erreurs ou dans ces calculs, ce ne sont pas les intérêts économiques qui dominent. Ce sont les courants de la psychologie collective, les méfiances entre les peuples. Ce sont surtout les desseins politiques, animés tantôt par le désir de sécurité, et tantôt par la volonté de puissance. »⁴³ Ce qui retient plutôt notre attention dans l'interprétation de Renouvin, c'est, au-delà de la préséance qu'à l'instar des autres historiens il accorde aux intérêts politiques définis par les hommes d'État, l'idée d'un système, d'une structure qui résulte des initiatives politiques et s'impose à elles jusqu'à un certain point. « Ces longues hésitations des grands États démocratiques, après avoir permis à la politique hitlérienne d'accumuler les succès, ont affaibli la portée des décisions franco-britanniques du printemps de 1939. Hitler a longtemps continué à croire que la politique de fermeté annoncée à Londres et à Paris resterait verbale. »⁴⁴ Renouvin, il est vrai, ne va pas jusqu'à dire qu'Hitler eût pratiqué une autre politique s'il eût été placé en face de comportements différents. De sorte que, même si nous retrouvons une idée de système, sous-jacente à cette interprétation, elle est en définitive très peu explicitée et très peu exploitée.

C'est dire que Renouvin, comme les autres historiens que nous venons d'étudier, ne prend pas pour objet de son étude des relations internationales les structures politiques, dont les décisions des hommes politiques et les événements ne seraient que les manifestations superficielles. Même quand ils reconnaissent que la politique s'enracine, jusqu'à un certain point, dans les profondeurs de l'histoire, terre d'élection des mécanismes structurels, ils ne parviennent jamais à ne pas se représenter les relations internationales comme le résultat des actions individuelles des hommes politiques influencés, parfois, par leur entourage. Malgré une influence plus ou moins importante des forces profondes, secrètes et cachées, et des mécanismes collectifs, la guerre reste le produit de la politique hitlérienne, plus ou moins, diront certains, déterminée par la nature des politiques occidentales. Et encore là, ils n'osent pas enfermer ces actions dans un cercle structurel qui en prédéterminerait le sens. La politique reste encore, dans l'historiographie, le domaine du hasard et du libre arbitre.

42. *Id.* : 197-199.

43. *Id.* : 199.

44. *Id.* : 198.

II. LES ÉDITORIALISTES CANADIENS-FRANÇAIS ET LES ORIGINES DE LA GUERRE

Il n'y a rien dans les interprétations des historiens que ne pouvaient penser les contemporains, y compris les éditorialistes canadiens-français. Ces derniers avaient des conceptions sensiblement analogues à celles des historiens dont nous venons de parler. Nous essayerons de le démontrer en indiquant en même temps comment il serait possible de rendre compte d'une façon structurelle d'une conception politique en matière de relations internationales. Certes, la conscience politique est sans doute un facteur assez négligeable dans l'ensemble des forces qui se dressent pour engendrer la guerre, sans compter que la conscience de ces éditorialistes, même si elle participe à la conscience occidentale, n'a pas pesé d'un poids très lourd dans la marche vers la guerre. Mais on verra tout de même dans cette démonstration un exemple d'interprétation structurelle des conceptions politiques, et une tentative pour comprendre les fondements de celles que partageaient les hommes qui reflétaient et modelaient, en partie tout au moins, l'opinion canadienne-française.

À l'instar des historiens contemporains, les éditorialistes du *Devoir* croient à l'existence de forces profondes qui s'exercent sur l'évolution des relations internationales. Ces forces sont de fabrication humaine et anthropomorphiques dans leur fonctionnement, même si elles échappent parfois à la volonté de leurs créateurs qui jouent souvent aux apprentis sorciers.

1. Georges Pelletier s'exprime ainsi sur les conséquences de Versailles, une des sources de la conjoncture qui mène à la guerre : « Beau travail, au cours duquel ils ligotèrent l'Allemagne de telle manière qu'elle put en moins de quinze ans briser ses liens... Beau résultat, certes. Et qui donne aujourd'hui la crainte, la frayeur de l'Allemand humilié, enchaîné, puis libéré par son seul effort, à toute une Europe... »⁴⁵ Une mauvaise formalisation des rapports internationaux peut être facteur de troubles. Il en va de même au plan économique. On remarquera toutefois que ces influences, qui se laissent volontiers qualifier de « profondes », ne sont pas pour autant inconscientes. Elles sont actives dans la mesure où elles sont assumées et prises en charge par la conscience. Écoutons encore Georges Pelletier : « Il y a là... l'expression de la volonté de nations qui prétendent n'avoir pas assez de territoires où loger leurs populations sans cesse grandissantes... Les *non-possédants* envient les *possédants*. Et les *non-possédants* se croient ou veulent se faire croire à l'heure qu'il est plus redoutables que les *possédants*, parlent fort, crient, hurlent même pour qu'on les écoute d'une oreille qu'ils souhaitent craintive. »⁴⁶

Ce jeu des forces profondes ne joue pas seulement au plan des rapports internationaux et à celui des réalités économiques ou démographiques ; il

45. *Le Devoir*, 17 septembre 1938.

46. *Le Devoir*, 10 décembre 1938.

s'applique également à l'organisation interne des États. « Les démocraties, pour vivre, prospérer, ont besoin de détente, de calme, de paix dans l'univers. La démocratie, qui est par essence le régime de la paix... » À l'opposé, « la dictature, régime essentiellement transitoire, a besoin, pour durer, de l'existence d'urgences, réelles ou fictives. S'il n'y en a pas, ils [les dictateurs] savent en créer. » C'est ainsi que « d'urgence en urgence, de fièvre nationale en fièvre nationale, Hitler s'est rendu presque au pinacle ». Les prochains passages méritent d'être cités parce qu'ils illustrent bien divers aspects de la pensée du journaliste. La dictature engendre l'expansionnisme. « Il n'y a pas tout le temps de vrais griefs nationaux, de menaces réelles... Il n'importe. Le dictateur, pour être l'homme de son pays, le duc, le conducteur, le chef, le fùhrer, se trouve forcé de découvrir, d'imaginer des urgences nouvelles, afin de continuer à dominer, à prendre ou plutôt à garder l'attitude de sauveur de sa nation. » Ce mécanisme est si puissant qu'il peut s'emporter de lui-même, échapper au contrôle de ses protagonistes. « À force d'imaginer, de dénoncer des urgences, voire des périls inexistantes, de soulever des réclamations fondées sur des légendes, voire des erreurs historiques... à force de chercher, de provoquer des urgences, le dictateur peut se trouver un jour presque acculé à la guerre. Hitler et Mussolini n'y ont échappé que de justesse, en septembre dernier. » Malgré cette espèce d'automatisme, la puissance et la responsabilité de l'homme d'État ne s'en trouvent pas moins diminuées. « Parce que Mussolini était trop intelligent que de vouloir la guerre générale... et aussi parce qu'en face des dictatures gonflées d'urgence, il y avait des démocraties gonflées de paix, un homme qui, s'appellant Chamberlain, avait décidé d'aller à l'extrême limite des accommodements... »⁴⁷

La préséance de l'homme d'État sur les forces profondes ne fait aucun doute dans l'esprit de Pelletier. « À Versailles, à St-Germain-en-Laye, en juin 1919, des gens qui eussent dû être de vrais politiques — l'heure l'exigeait — et qui ont pris de plus en plus figure, avec le recul du temps, de piètres partisans, de fabricants têtus de graves différends internationaux, à Versailles, à St-Germain, des gens ourdirent ce qui est aujourd'hui. » Plus loin : « Vraiment, ces artisans de Versailles et de Saint-Germain, quels pourvoyeurs de guerres futures, quels inconscients artisans de mort ! Ou ils prévoyaient ce qui est venu — et ce furent alors de grands criminels, — ou ils n'ont pas su prévoir ; et donc quels absolus imbéciles... »⁴⁸ Au moment de la crise de Munich, Pelletier ira même jusqu'à écrire : « Quelle que puisse être la responsabilité de Hitler dans la guerre qui s'en vient, — et cette responsabilité sera des plus grandes, — celle de M. Benès ne sera pas moins considérable. »⁴⁹

Les éditorialistes du *Devoir*, Pelletier aussi bien que Héroux, ne posent pas le problème des origines de la guerre en termes de relation entre l'opinion

47. *Ibid.*

48. *Le Devoir*, 17 septembre 1938.

49. *Le Devoir*, 27 septembre 1938.

publique et l'État. Pour eux, il est implicite que ces deux entités coïncident à peu près complètement. En tant que journalistes, ils œuvrent à l'intérieur de l'opinion publique pour lui donner une coloration qui devra correspondre ensuite à une politique officielle donnée. Les hommes politiques sont les porte-parole de la conscience populaire, qu'ils embrigadent plus ou moins selon que l'on se trouve en démocratie ou dans un régime de dictature. Hitler, par exemple, selon Pelletier, « a su jusqu'ici faire naître, monter de toutes pièces, voire imposer à l'attention des masses, que travaille une constante, une tenace propagande par la presse et par la radio, les urgences qu'il lui fallait imaginer et jeter au public pour absorber son attention, l'unifier, faire de lui un bloc fort maniable, sans aucune fissure dangereuse. »⁵⁰

Puisque les relations internationales sont le résultat de la volonté politique des dirigeants, en liaison plus ou moins étroite avec l'opinion publique, quels sont les mobiles qui les animent ? Sur ce point, il n'y a pas d'équivoque. S'il y a du pouvoir et du prestige à acquérir et à sauvegarder en faisant la guerre, il y a surtout des intérêts à défendre. Cette insistance sur les intérêts permet d'ailleurs aux éditorialistes du *Devoir* de concilier leur approbation politique franco-anglaise avec leur neutralisme, dans la mesure où les Franco-Britanniques ont des intérêts en jeu alors que le Canada n'en a pas.

Au lendemain de la déclaration de guerre, Georges Pelletier s'interroge sur les causes de la guerre. « Pourquoi sommes-nous en guerre ? Nous devons avoir un but, des buts de guerre. On ne vas pas plus à la guerre sans but de guerre que sans fusil. » « Hitler fait la guerre parce qu'il veut de l'« espace vital » et des colonies... Hitler veut faire la plus grande Allemagne... » Naturellement, l'Allemagne n'est pas seule en cause. « Hitler a des buts de guerre. Paris et Londres aussi. Il s'agit entre autres choses pour ces derniers de garder leur rang en Europe. » « Ce que Hitler veut, Paris ni Londres ne peuvent pas, ne doivent pas le souffrir. L'audace de Hitler ne saurait aboutir à reléguer les deux plus hautes nations de l'Europe... au rang de puissances de second ou de troisième rang. »⁵¹

2. Omer Héroux est sans doute celui qui a poussé le plus loin l'interprétation de l'origine des guerres en fonction de l'intérêt des peuples et des États. Le 27 septembre 1938, il écrit : « Parce que tous ces peuples, quelle que soit leur intime pensée, quelles que soient les propagandes qui s'exercent sur eux, envisagent la situation actuelle du point de vue de leur intérêt supérieur, du point de vue de leur avenir, et celui de leurs enfants. »⁵² Le 27 avril 1939, ses idées sont encore plus précises. « La vérité, c'est que l'Angleterre possède dans le monde entier des intérêts très considérables, que la protection de ces intérêts l'oblige à défendre, non seulement de vastes territoires, mais d'immenses routes. La

50. *Le Devoir*, 21 janvier 1939.

51. *Le Devoir*, 2 septembre 1939.

52. *Le Devoir*, 27 septembre 1938.

multiplicité, l'enchevêtrement de ces intérêts l'ont contrainte à nouer des alliances, à offrir un peu partout des garanties.»⁵³ Naturellement, Hérroux conteste que l'on fasse la guerre pour des principes, il en donne pour preuve les négociations anglo-soviétiques parce que, pour lui, c'est la meilleure façon de justifier la neutralité canadienne. Mais ce qui importe pour nous, c'est la façon dont il voit les choses. Or sur ce point il n'y a pas de doute : la guerre est une question d'intérêts à défendre et de pouvoir à sauvegarder.

Ainsi, malgré l'existence de forces profondes, elles-mêmes d'ailleurs générées par des conduites humaines responsables, la politique des États, dont les dirigeants sont les responsables, reste l'élément décisif des relations internationales. Ne peut-on penser, cependant, que la confrontation de ces politiques extérieures produise des situations quasi irréversibles, des situations où les hommes d'État deviennent comme enfermés dans une mécanique qui s'impose à eux ?

Disons, tout d'abord, que les éditorialistes du *Devoir* sont pleinement conscients d'être en présence d'une lutte de forces dont chaque partenaire contrôle l'évolution d'ensemble en manifestant ou de la force ou de la faiblesse. « La question reste donc de savoir, écrit Omer Hérroux le 26 septembre 1938, si l'Angleterre et la France jugeront qu'il est de leur intérêt de risquer la terrible aventure ; si, après avoir subi l'annexion de l'Autriche et le réarmement de la Rhénanie, elles jugeront que l'heure est arrivée, quoi qu'il puisse advenir, de faire face à l'Allemagne et à ses amis. »⁵⁴ Le monde est divisé en États dont les dirigeants politiques sauvegardent les intérêts et la puissance en pratiquant une politique de conflit ou d'alliance. Ne peut-on pas croire, dès lors, par exemple, que le pacifisme des uns ne soit un encouragement à la hardiesse des autres, et la fermeté un facteur de raidissement ? Les journalistes du *Devoir* ne se posent pas comme telle la question de savoir si la politique d'apaisement n'aurait pas pu stimuler la volonté de puissance de l'Allemagne. Plusieurs passages néanmoins indiquent qu'ils sont conscients du problème. Au moment de la crise de Munich, Hérroux dira que l'Angleterre est assez puissante « pour que son chef n'ait pas à craindre, par sa démarche d'aujourd'hui, de sembler le moins du monde s'abaisser ». ⁵⁵ Le 29 août 1938, il avait écrit que l'Angleterre s'armait à fond « pour parer au danger, et pour empêcher sans doute aussi qu'on n'attribue à la crainte née de la faiblesse ses interventions, ses médiations... » ⁵⁶ Hérroux est conscient, cependant, que ce jeu peut s'emballer et s'imposer en quelque sorte aux hommes. Aucun gouvernement ne peut vouloir la guerre, selon Hérroux. « Mais tous les gouvernements sont engagés dans une terrible partie, dont personne ne peut prévoir l'issue. À force d'armer *pour se protéger*, à force de

53. *Le Devoir*, 27 avril 1939.

54. *Le Devoir*, 26 septembre 1938.

55. *Le Devoir*, 15 septembre 1938.

56. *Le Devoir*, 29 août 1938.

montrer leur force pour n'avoir pas à s'en servir, à force de manœuvres prodigieuses, où se révèlent des armes inconnues, à force de campagnes de presse et de manœuvres d'opinion, on peut aboutir un jour au choc sanglant. »⁵⁷

Ainsi, les relations internationales reposent entre les mains des hommes d'État qui, en liaison plus ou moins étroite avec leur opinion publique, défendent les intérêts de leur pays. Leur action est plus ou moins influencée par les forces qui leur viennent de l'histoire et de la société, mais, outre le fait que ces forces sont le fruit d'une humanité consciente, la politique de l'heure garde la haute main. Si ce n'est que le jeu même de la lutte des forces comporte des règles tellement draconiennes qu'elles peuvent éventuellement s'imposer aux volontés. On effleure ici l'idée d'une structure des rapports internationaux. Rien de très explicite cependant. Pas moins, toutefois, que chez les historiens actuels, auxquels les éditorialistes du *Devoir* n'ont rien à envier, surtout pas au plan de la sophistication conceptuelle.

3. La vision du *Soleil* de Québec, en ce qui concerne l'origine de la guerre, n'est pas très différente de celle du *Devoir*. Certaines de ces différences peuvent s'expliquer par l'attitude du journal à l'égard de la politique canadienne; d'autres, plus fondamentales, sont à relier, selon toute vraisemblance, au type de conscience politique qu'il exprime.

L'éditorialiste du *Soleil*, Henri Gagnon, s'il est moins soucieux que ses confrères du *Devoir* de situer l'origine du conflit dans une perspective socio-historique qui met en valeur l'influence des forces profondes, a, quand il réfère à la genèse du contexte, la même tendance qu'eux à mettre l'accent sur l'action personnelle des hommes politiques. « M. Lloyd George est l'auteur principal de la paix de Versailles. Or c'est cette paix qui a engendré la situation de 1938 à cause du démembrement de l'Autriche et de la construction en mosaïque instable de la Tchécoslovaquie. Et c'est encore cette paix et la politique suivie il y a vingt ans par l'Angleterre de Lloyd George qui a désarmé la Grande-Bretagne au point que, de l'aveu du comte Baldwin, elle n'était pas prête à faire la guerre en 1938 et à empêcher par la force l'expansion de l'Allemagne vers l'Est. »⁵⁸ Dans le même ordre d'idées, *Le Soleil* a la même tendance que *Le Devoir* à lier la Nation et l'État, tout en remettant entre les mains de l'homme politique la responsabilité de la politique. « Acculée à la guerre par la faute du gouvernement qu'elle s'est donné, l'Allemagne se voit déjà sur la défensive... son exaltation diminue peu à peu. C'est pour elle un temps propice à de sérieuses réflexions. » Ce qui n'enlève rien à la responsabilité et au pouvoir du chef. « Et l'on convient qu'il ne saurait y avoir de paix durable, aussi longtemps que l'Allemagne sera dirigée par Adolf Hitler, génie malfaisant, qui ne respecte ni sa parole ni sa signature. »⁵⁹

57. *Ibid.*

58. *Le Soleil*, 27 octobre 1938.

59. *Le Soleil*, 29 août 1939.

La guerre est une affaire d'État, c'est-à-dire de l'opinion et des dirigeants, ces derniers agissant en fonction de la volonté de puissance, de leurs intérêts et de leurs idées. En effet, l'éditorialiste du *Soleil* met davantage l'accent sur le caractère global du conflit, y compris sur les aspects idéologiques. Le 19 août 1939, Henri Gagnon écrit : « Mais Dantzig n'est qu'un prétexte. La querelle présente qui divise le monde en deux camps représente le choc de deux volontés, de deux idéologies, de deux groupements d'intérêts. Les dictatures manifestent leur intention d'augmenter leurs domaines aux dépens de leurs voisins. [...] Il s'agit de savoir si les puissances libérales doivent abandonner les petites nations aux convoitises de l'Allemagne et de l'Italie, ou si le souci de leur propre droit recommande à l'Angleterre et à la France de faire respecter le bien d'autrui. »⁶⁰ Le quotidien de Québec, même s'il est partisan de l'indépendance du Canada, ne croit pas à la neutralité canadienne. Par conséquent, l'éditorialiste se préoccupe moins des arguments qui permettent de justifier le neutralisme, comme la poursuite des intérêts nationaux, par exemple, et met davantage l'accent sur le caractère idéologique du conflit. En effet, plus la nature du conflit est idéologique, plus l'intervention canadienne devient facile à justifier.

Dans l'esprit de Gagnon, il ne fait aucun doute que la politique hitlérienne soit responsable de la guerre. Ce qui ne l'empêche pas d'être convaincu de l'importance de l'équilibre des forces et du fait que la carence des Occidentaux alimente l'agressivité allemande. « Malheur à l'Europe cependant si les pays pacifiques relâchent un tant soit peu leurs préparatifs immédiats de défense : car alors l'Allemagne pourrait essayer de prendre de nouveau le monde par surprise, comme cela lui a déjà plus d'une fois réussi. »⁶¹ Au moment de la conférence de Munich, il est manifestement déçu de la tournure des événements. « Le droit, écrit-il, a cédé à la peur et désormais c'est à la loi de la peur qu'il faudra peut-être obéir. Déjà les exigences allemandes se font plus grandes... »⁶² Moins isolationniste que *Le Devoir*, il est normal que *Le Soleil* ne craigne pas d'afficher ouvertement une attitude anti-munichoise. Ce qu'il importe de noter, pour notre part, c'est qu'à l'instar d'Héroux, Henri Gagnon considère que les politiques extérieures des États s'insèrent dans une sorte de jeu, et que ce jeu, à la limite, peut s'imposer à la volonté de ses protagonistes. « Tout est à prévoir ou à redouter à moins d'une violente réaction du monde civilisé : mais cette réaction entraînerait une guerre qui signifierait vraisemblablement elle-même la disparition du monde civilisé et c'est devant cette perspective que céder d'avance... devient le moindre mal. »⁶³

Fondamentalement, si l'on excepte les quelques nuances que nous avons signalées, et qui sont fort compréhensibles en fonction de l'échiquier politique canadien, la vision globale des deux journaux n'est guère différente l'une de

60. *Le Soleil*, 19 août 1939.

61. *Le Soleil*, 13 septembre 1938.

62. *Le Soleil*, 21 septembre 1938.

63. *Le Soleil*, 25 août 1939.

l'autre, ni très différente non plus de la vision d'ensemble des historiens qui bénéficiaient pour leur part d'une meilleure information et du recul que donne l'écoulement du temps.

Quelques phrases, toutefois, sont caractéristiques d'un autre état d'esprit, à toutes fins pratiques inexistant au *Devoir*. Nous retrouvons tout d'abord un certain nombre de tournures stylistiques qui dénotent une tendance manifeste à individualiser les États, à leur attribuer des sentiments, des vices ou des vertus que l'on considère en général comme étant l'apanage des individus. « L'Angleterre et la France ont confiance qu'elles sauraient triompher de toute agression violente de l'Allemagne hitlérienne. Aussi se sont-elles librement engagées à protéger les droits des peuples menacés par les dictatures, à la condition qu'ils soient eux-mêmes déterminés à défendre leurs territoires. Cette fois, c'est à l'Allemagne d'éprouver une réaction nerveuse. »⁶³ À la tête de cet État-Nation-Individu, le chef agit non pas en fonction de mobiles politiques, mais en fonction de ses vices ou de ses vertus. Henri Gagnon estime à un moment donné qu'Hitler commence à reculer parce qu'il « prévoit les conséquences fatales de sa témérité. Plus il hésite, plus il s'énervé. Quoi qu'il fasse, sous l'impulsion de l'orgueil, de la démence ou de désespoir, il a compris et il a admis tacitement qu'il est vaincu d'avance. Mais personne ne semble lui reconnaître le courage moral nécessaire pour accepter à son tour une humiliation méritée. »⁶⁴ À ces éléments s'ajoute, comme le complément naturel d'une conception du monde, le rôle de la Providence. Le 1^{er} septembre 1939, dans un éditorial intitulé « Vers le jugement de Dieu », Henri Gagnon écrit : « Foi et courage, voilà le mot d'ordre à proposer à la nation canadienne... Acculé par sa faute à un acte de présomption ou de désespoir, Hitler lance l'Allemagne et sa machine de guerre sur un peuple valeureux. [...] Parce qu'ils tiennent à la liberté et à leur patrimoine, ce génie malfaisant tente de les réduire par le fer et le feu. Devant cette tyrannie, la nation polonaise en appelle au jugement de Dieu. »⁶⁵ À l'analyse politique des relations entre des États mus par l'idéologie et l'intérêt succède subitement, devant la stupéfaction provoquée par l'événement, une interprétation de la réalité politique en vertu de laquelle les chefs d'État sont mus par des vices et des vertus, et où les relations sont identifiées à des personnes s'agitant sous le regard de la Providence, ultime arbitre du combat humain.

Cette manière de voir se rattache naturellement à une conception des relations internationales. Nous pensons qu'il convient de la nommer « rationalité communautaire » dans la mesure où elle nous apparaît typique de la société traditionnelle, agraire et cléricale, et qu'elle s'oppose à une autre conception, qui pourrait bien porter celle-là le nom de « rationalité libérale », puisqu'elle incarne au plan de la conscience politique la vision du monde de la bourgeoisie libérale.

63a. *Ibid.*

64. *Le Soleil*, 29 août 1939.

65. *Le Soleil*, 1^{er} septembre 1939.

S'il peut sembler hasardeux de lier, sans autre forme de procès, une conception politique et une structure sociale, il nous paraît aller de soi que la double conception que nous avons identifiée constitue pour ainsi dire une structure, qui sous-tend, ou plutôt, en vertu de laquelle s'ordonnent les opinions et les prises de position que leurs tenants défendent à travers la trame ininterrompue des incidents journaliers.

Les manifestations de cette conception des relations internationales que nous avons rattachée à la « rationalité communautaire » et dont on apercevait des traces dans *Le Soleil*, imprègnent beaucoup plus largement d'autres journaux canadiens-français, aux assises populaires plus profondes, tels *La Patrie* et *L'Action catholique*.

4. Les analyses de Léon Gray dans *La Patrie* offrent le plus bel exemple de ce mélange équivoque et ambigu de deux conceptions qui s'entrecroisent et s'entremêlent. Cette ambiguïté se retrouve tout d'abord dans l'hésitation à considérer la politique internationale comme une affaire individuelle ou collective, la résultante du comportement des nations ou de celui de l'homme d'État. Elle se manifeste ensuite dans l'appréciation des facteurs qui déterminent le comportement des hommes d'État, mobiles politiques ou mobiles qui relèvent du comportement individuel. On la retrouve enfin dans la perception de la nation, à la fois regroupement de forces et d'intérêts et entité dotée d'une conscience morale.

À un niveau de son analyse politique, Gray place la responsabilité de la guerre et de la paix dans les mains des chefs d'État qui agissent et réagissent selon les schèmes du comportement individuel. Voici quelques exemples : « Hitler n'aura donc de cesse qu'une fois maître principal de l'Europe. Il demande et redemande. »⁶⁶ « Hitler a-t-il voulu passer à l'histoire, avant de finir la sienne dans une guerre ? » « Observez bien l'ultime hypocrisie du Führer, son insistance à vouloir reporter sur la conscience des autres la responsabilité d'un crime dans lequel trempent Staline et Mussolini. » « L'opinion publique ne se trompe point ; elle a affaire à un mécréant qui rappelle Attila, fléau de Dieu. »⁶⁷ « Ce qui revient à dire, la pensée une fois dégagée de sa gangue diplomatique, que Daladier ne croit plus Hitler, qu'il donne raison à la Pologne et la secourra au besoin. »⁶⁸

Ces hommes politiques qui semblent régner sur les relations internationales comme sur un empire personnel, sont néanmoins prisonniers de schèmes politiques. Ainsi, selon Léon Gray, Hitler ne veut pas la guerre mais un second Munich. « Non, encore une fois, écrit-il, ce n'est pas la guerre que le Führer prépare, — et il ne la fera qu'à son corps ou à son orgueil défendant : c'est un second Munich, auquel il prend goût, en toute imprudence. » Plus loin dans le

66. *La Patrie*, 26 août 1939.

67. *La Patrie*, 1^{er} septembre 1939.

68. *La Patrie*, 28 août 1939.

même article, il dira qu'Hitler veut produire « une impression criminelle », « un chantage diabolique ». ⁶⁹ On voit comment la personnalisation du comportement de l'homme d'État s'imbrique dans l'explicitation d'une stratégie politique qui implique que la force des uns est faite de la faiblesse des autres. Quelques jours plus tard, Léon Gray écrira : « Pour comprendre le problème de Dantzig et prévoir son avenir, il faut en suivre l'évolution à la lumière des Sudètes. Et Hitler doit vérifier tout de suite que la formule de Munich est périmée, comme a également vieilli l'état de choses qui la dicta. Il y a donc un fait nouveau, du moins chez les démocrates. Quant aux dictatures, elles ont notoirement perdu la guerre d'intimidation. » ⁷⁰

La guerre est donc à la fois une affaire personnelle et une affaire politique même si elle concerne au premier chef l'homme d'État qui agit et réagit selon des schèmes de comportement individuel. Par ailleurs, comme l'indiquaient les deux dernières phrases de la citation précédente, qui parlaient des « démocrates » et des « dictatures », la guerre n'est pas que l'affaire des hommes d'État. Elle est également une affaire collective. Il reste qu'ici encore, nous retrouvons le même type d'ambiguïté : la guerre, une entreprise à la fois collective et personnelle. Cette ambiguïté est manifeste quand Gray analyse par exemple les causes profondes ou les origines lointaines de la guerre. Après avoir décrit les traités de 1919, il déclare : « Non, ces traités n'ont été que des prétextes à la mégalomanie de l'Allemagne et de son satellite l'Italie... » Ce qui ne l'empêchera pas de conclure son article dans un sens qui confère à l'homme d'État un rôle déterminant : « Quand donc les nations auront-elles assez de sens pour ne plus subir le joug de l'homme unique, marchant à sens unique, ordinairement le mauvais ? » ⁷¹ D'une part, l'éditorialiste essaie de dissocier le pays de son chef. « Tout de même, écrit-il dans un autre article, ces Allemands ont trop d'intelligence pour croire Goebbels, à une seconde d'avis. Et ils aiment la paix comme nous, et comme cette femme qui embrassa spontanément Daladier à Munich l'an dernier ; et ils détestent, comme nous, cette vie de tension, sans cesse ordonnée à l'accaparement, à la guerre. » ⁷² Certes, le régime dictatorial est responsable de l'absence de symbiose entre la nation et son chef. Implicitement, en effet, on voit bien que Gray pense que dans un régime démocratique, le peuple, pacifique par nature, impose la paix à ses dirigeants. Il n'en est pas ainsi dans une dictature. « Hitler pousse la fourberie, aidé en cela par les doubles serrures ou la censure, jusqu'à endoctriner son peuple... » ⁷³ D'autre part, il ne peut ignorer que la guerre soit également une entreprise collective. On retrouve alors une certaine équivoque entre une représentation de la nation en tant que conglomerat de forces et la nation personne morale collective. Le 29 août 1939,

69. *La Patrie*, 29 août 1939.

70. *Ibid.*

71. *La Patrie*, 2 septembre 1939.

72. *Ibid.*

73. *La Patrie*, 28 août 1939.

il écrit : « Une guerre longue, c'est-à-dire la seule que les Totalitaires ne sauraient entreprendre ; car, pour y réussir, il faut de l'argent, des provisions coûteuses, et la maîtrise des mers qui assure le renouvellement des vivres, et du reste. »⁷⁴ Et le jour même du déclenchement des hostilités : « L'Allemagne court un risque formidable, et assurée une responsabilité plus considérable encore. Et elle est loin d'être invulnérable. »⁷⁵

Malgré cette concession à la dimension collective, malgré le fait également que l'éditorialiste de *La Patrie* ne soit pas inconscient des mécanismes politiques qui régissent les rapports internationaux, ceux-ci se ramènent selon lui à une question qui concerne en définitive les chefs d'État, dont les mobiles sont de l'ordre des vices et des vertus individuels. Écoutons-le une nouvelle fois : « Nuit de cauchemar que celle d'hier : elle a mal inspiré le Führer qui, tel une victime du vertige qui atteint l'homme perché trop haut, vient de créer un état de guerre. »⁷⁶ Par ailleurs, la Providence n'est pas absente de ce monde. « C'est toujours le Grand Maître, non Hitler et consorts, qui mène le monde. »⁷⁷ Et le jour du conflit : « Dieu des armées, ayez pitié des hommes qui haïssent les autres. »⁷⁸

5. Les constatations que nous avons faites à propos de *La Patrie* s'appliquent presque intégralement à *L'Action Catholique*, sauf que dans ce journal les équivoques et la confusion des conceptions sont encore plus profondes.⁷⁹ Nous retrouvons, comme dans le cas de *La Patrie*, bien des idées que ne renieraient pas les historiens actuels. En outre, celles-ci sont agencées en fonction de la double structure qui parcourt la conscience politique canadienne-française de l'époque, ancrée d'une part dans la société traditionnelle et sollicitée de l'autre par la société libérale et capitaliste sur laquelle elle doit s'ouvrir bon gré mal gré.

Dans *L'Action Catholique*, Louis-Philippe Roy se livre d'une part à des analyses politiques très sophistiquées, plus encore peut-être que celles que l'on trouve dans *La Patrie*. Il n'hésite pas tout d'abord à se placer sur le terrain des forces collectives, même s'il les perçoit un peu comme des personnes. Voici comment il se représente les causes profondes et lointaines de la guerre : « Les démocraties ont sans doute beaucoup de fautes à se reprocher, entre autres d'avoir créé, au moment du traité de Versailles, une situation qui devait engendrer l'imbroglio actuel. Mais ce sont incontestablement les dictatures qui porteront devant l'Histoire la responsabilité d'avoir fait converger leurs propres énergies d'abord, puis celles du monde civilisé, vers les entreprises de guerre. »⁸⁰

74. *La Patrie*, 29 août 1939.

75. *La Patrie*, 1^{er} septembre 1939.

76. *Ibid.*

77. *La Patrie*, 25 août 1939.

78. *La Patrie*, 1^{er} septembre 1939.

79. Pour une vue d'ensemble et une analyse fouillée de l'idéologie de *L'Action Catholique*, on se reportera à la thèse de Richard JONES, *L'idéologie de l'Action Catholique (1917-1939)*, Québec, P.U.L., 1974, 359 p.

80. *L'Action Catholique*, 26 juillet 1939.

Son analyse, toutefois, n'en reste pas à ce niveau de généralité. Dans un éditorial intitulé, « Le nœud de la tension internationale », et daté du 13 mai 1939, il va beaucoup plus loin dans sa réflexion sur « le problème qui se pose actuellement et dont la guerre peut surgir si on ne le résoud dans un avenir rapproché ». « Ni les dictatures ni les démocraties n'ont pleinement raison ni complètement tort. De part et d'autre, il y a de la sincérité mais aussi des intérêts inavoués, des dessous suspects. » Il ne faut pas voir dans « la lutte titanesque qui se poursuit la seule rencontre de deux idéologies : démocratie et dictature. Nous devrions songer davantage aux rivalités entre États prolétariens (bien que totalitaires) et États capitalistes. Ce qui influence les décisions d'un Hitler et d'un Mussolini c'est surtout la hantise de conserver la confiance des populations et de nourrir leur enthousiasme. Ce qui influence les décisions des parlementaires français et anglais, ce sont surtout les puissances financières. » Non seulement ne met-il pas tous les torts sur l'Allemagne, non seulement fait-il intervenir un ensemble de facteurs, mais encore a-t-il recours à des causes qui transcendent en quelque sorte les individus. Ainsi, il y aurait une espèce de mécanisme politique qui s'imposerait aux dictateurs, comme si ces derniers n'avaient d'autre alternative que le suicide politique ou la satisfaction des aspirations populaires. À l'opposé, les dirigeants occidentaux ne sont guère plus libres : dans leur pays, ce sont les puissances financières, mues sans doute par la nécessité du profit, qui dictent leur conduite aux hommes politiques. Or les dictateurs ont besoin pour satisfaire leur population de ressources que les puissances financières qui en sont bien pourvues leur refusent. « Et le problème se résume à ceci : D'un côté, les États non possédants qui veulent de l'espace et des matières premières ; d'autre côté, les États possédants dont les chefs politiques consentiraient plus rapidement à satisfaire les exigences des autres s'ils n'étaient retenus par la dictature économique. »⁸¹

Si tout semble se passer, pour Louis-Philippe Roy, au niveau des forces profondes, il n'ignore pas l'importance des mécanismes politiques dans lesquels ils s'insèrent et qui souvent commandent aux actes de la diplomatie quotidienne. Il est convaincu, par exemple, que la force d'Hitler est faite en partie tout au moins de la faiblesse politique des Occidentaux. Même s'il est sympathique au point de vue des non possédants, il n'approuve pas leurs méthodes de contestation, et tout en estimant que des concessions doivent être faites, il est opposé à la mollesse, dans la mesure où elle encourage l'agression. « La meilleure manière, écrit-il le 28 avril 1939, pour les pays d'Europe de forcer l'Allemagne à abandonner sa politique terriblement inquiétante c'est de se liguier, non pas contre Hitler, mais pour protéger leurs intérêts communs. La force du national-socialisme, il faut le répéter, est faite de la faiblesse de la politique européenne. »⁸² À bien d'autres reprises, il s'exprime dans le même sens. Le 30 août 1938 : « Car, il est bon de le

81. *L'Action Catholique*, 13 mai 1939.

82. *L'Action Catholique*, 28 mai 1939.

rappeler, le Führer n'a jamais accompli ses audacieux desseins qu'à la faveur des défaillances des pays voisins. Sa morgue est faite de la faiblesse des adversaires. »⁸³ Le 8 avril 1939 : « Seule la certitude d'un risque trop grand à courir peut arrêter l'Allemagne sur la route de ses conquêtes. Hitler n'osera plus si la digue à franchir lui paraît trop difficile à renverser. »⁸⁴ Sa position par rapport à un éventuel engagement canadien étant assez vague, il est pour l'indépendance mais non pas nécessairement pour la neutralité intégrale, son attitude par rapport à la politique internationale est beaucoup plus libre. Mais ce qu'il faut retenir, c'est surtout la compréhension dont il fait preuve du mécanisme de l'équilibre des forces.

Malheureusement, tout n'est pas si simple dans la pensée de l'éditorialiste de *L'Action*. En effet, bien qu'il pousse très loin l'analyse des causes profondes, économiques et politiques, des conflits internationaux, la guerre elle-même, selon lui, ne peut leur être attribuée. Dès le 4 juillet 1939, Louis-Philippe Roy écrivait : « Le chef de l'Allemagne portera devant l'histoire la responsabilité incommensurable de cette guerre dont on le disait avide. »⁸⁵ La faute en incombe donc aux hommes d'État qui l'imposent en quelque sorte à leur peuple. Au lendemain du déclenchement des hostilités, l'éditorialiste, qui fait un retour en arrière, déclare : « Toute guerre a des causes prochaines et des causes éloignées. Celle qui vient de débiter n'a qu'une cause immédiate : l'hitlérisme. Si l'Europe est en guerre, c'est parce que le Führer l'a voulu. Ni le peuple allemand, ni la France, ni l'Angleterre, ni la Pologne n'ont recherché le conflit. » Il en arrive même à dégager le peuple allemand de toute responsabilité. « Les Allemands ignoraient la situation exacte et n'osaient pas croire que leur chef les mènerait à la boucherie pour l'amour de Dantzig. Ils méconnaissaient les desseins ultimes du Führer et ne mesuraient pas l'immensité de ses ambitions. »⁸⁶

Le plus paradoxal n'est pas encore de voir comment se combinent dans cette pensée une interprétation par les causes profondes et une interprétation qui privilégie la responsabilité de l'homme politique. Ce qui surprend davantage, c'est de voir apparaître l'influence néfaste de vices personnels, non seulement chez les dirigeants, mais dans l'ensemble de la population. La guerre est une punition, écrit en substance Louis-Philippe Roy dans un éditorial intitulé : « En punition de trois paganismes ». Dans cette éditorial, il s'interroge « sur les véritables causes de ce fléau du Ciel. » Il se demande « pourquoi Dieu a permis que la volonté d'un seul homme plonge le monde dans cette cruelle épreuve ». Voici sa réponse : « Pie XI avait prédit la guerre si l'humanité ne se décidait à changer de vie. Le grand Pape exprimait l'avis que cette punition nous serait méritée par trois paganismes : celui des communistes qui se proclament sans-

83. *L'Action Catholique*, 30 août 1939.

84. *L'Action Catholique*, 8 avril 1939.

85. *L'Action Catholique*, 4 juillet 1939.

86. *L'Action Catholique*, 16 septembre 1939.

Dieu mais adulent les classes prolétariennes comme des dieux ; celui du racisme qui divinise la race et le sang ; celui de tant de chrétiens qui, soit dans leur vie privée, soit dans leur vie professionnelle, ne tiennent aucun compte des lois morales. »⁸⁷ Et naturellement, s'ajoute à cela, dans toute son intensité, la conviction de l'intervention providentielle. « Rendons grâce à Dieu qui nous a jusqu'ici préservés de la guerre. Dans le traintrain de la vie quotidienne, nous oublions souvent que la Providence demeure maîtresse des événements. Nous y croyons cependant. »⁸⁸ Une fois la guerre déclarée, Louis-Philippe Roy ne pourra que conclure à cet égard : « Nous savons que rien n'arrive sans sa permission ; que la guerre est un fléau auquel le grand Maître recourt pour punir les humains. »⁸⁹

*
* *

L'analyse des conceptions sous-jacentes aux interprétations de *L'Action Catholique* est très révélatrice de la confusion inhérente à la confrontation d'un système de pensée avec des problèmes qui sont posés en d'autres termes par d'autres courants de pensée. À la limite, *L'Action Catholique* se trouve sollicitée par plusieurs types d'interprétation : la guerre s'explique par des facteurs collectifs internes aux sociétés, elle est causée par les intérêts du peuple allemand, par la nature ou les déficiences des stratégies politiques, par les passions et les fautes populaires, par la volonté maléfique d'Hitler, par les vices de l'homme, par l'intervention de Dieu. Toutes ces interprétations, tant qu'elles peuvent être présentées de manière à ne pas heurter violemment la sensibilité et les convictions profondes de ceux qui les partagent, sont récupérées et considérées sérieusement.

Il en est ainsi, à des degrés divers, pour tous les journaux, sauf *Le Devoir*, dont la pensée est suffisamment cohérente et suffisamment intégrée dans la vision dominante de l'époque pour conserver son homogénéité. Les autres journaux témoignent d'une posture ambiguë qui participe à plusieurs modes de pensée, dont les deux pôles nous semblent ce que nous avons appelé d'une part la « rationalité libérale », que l'on retrouve principalement dans *Le Devoir* et à un moindre titre dans *Le Soleil* et dans les autres journaux, et qui correspond à la société industrielle sous contrôle capitaliste, et d'autre part, la « rationalité communautaire » qui correspond à la société agraire et cléricale, et dont on retrouve des traces surtout dans *La Patrie* et *L'Action Catholique*.

En écrivant cet article, notre intention n'était pas d'analyser l'opinion publique canadienne-française devant les problèmes de politique internationale, que ce soit à la manière de Denis Bertrand qui examine, pour la période

87. *L'Action Catholique*, 7 septembre 1939.

88. *L'Action Catholique*, 27 septembre 1938.

89. *L'Action Catholique*, 1^{er} septembre 1939.

antérieure à 1939, comment les Canadiens français réagissent aux événements dont la trame constitue l'histoire des relations internationales,⁹⁰ ou à celle de J. I. Gow qui pratique quant à lui un mode systématique d'analyse des opinions émises par les Canadiens à propos des problèmes politiques de l'après-guerre.⁹¹

Notre intention était tout d'abord de joindre une analyse de la production historique avec une analyse des éditoriaux de quelques journaux canadiens-français, dans le but de montrer que les historiens écrivent encore l'histoire telle que la percevaient les contemporains, fussent-ils marginaux par rapport à l'événement. L'histoire est une espèce de prolongement du réel qu'elle prend pour objet, alors qu'elle devrait se détacher de lui et le révéler sous un jour neuf, inaccessible à ceux qui le vivent. Par ailleurs, il est apparu clairement que les Canadiens français, tout au moins ceux qui s'expriment dans les textes que nous avons analysés, comprenaient, dans toute la mesure du possible, la réalité internationale.

Nous voulions également dans cet article, analyser les idées des Canadiens français à un niveau où puissent s'apercevoir les conceptions de base, les structures conceptuelles en vertu desquelles elles s'organisent et qui, par le fait même, les expliquent. C'est ainsi que nous avons identifié une double structure, dont les ramifications conceptuelles s'entrecroisent dans la pensée de certains éditorialistes alors qu'elles parviennent à s'unifier dans celle de certains autres.

Ce n'est que lorsque l'analyse conceptuelle aura pénétré assez profondément les interstices du discours pour lier en gerbes, à la jointure de la conscience et de la pensée, la poussière des opinions et les structures sociales, que la rupture sujet/objet sera instaurée en histoire et abolie par le fait même au sein de son objet.

Guy MASSICOTTE

*Département de lettres et sciences humaines,
Université du Québec à Rimouski.*

90. Denis BERTRAND, *La politique extérieure du Canada et la réaction canadienne-française à la veille de la deuxième grande guerre (1935-1939)*, Université de Montréal, 1965, 2 vol.

91. James Iain GOW, *The Opinions of French Canadians in Quebec on the Problems of War and Peace, 1945-1960*, Québec, Université Laval, 1969, 3 vol.